

EXTRAIT DU REGISTRE**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil vingt, le 16 janvier

Le Conseil Municipal de la Commune de **ST JEAN DE THOLOME**

Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de
Mme Christine CHAFFARD, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 13

Date de Convocation du Conseil Municipal : 09/01/2020

Présents : Mme CHAFFARD Christine, Mme CHATEL LOUROZ Nadia, Mme REIGNIER Christine, M. GEVAUX Philippe, M. CHATEL Gilbert, M. CHAFFARD Didier, M. BOLZONI Philippe, M. MAGREAULT Fabrice, M. MOSSUZ Pierre – Henri, M. PAGNOD Eric, M. SINTES Marc

Absente excusée : Mme LOPEZ LUISET Patricia (procuration Christine CHAFFARD).

Absents : M. Angelo PARISI

M. Marc SINTES a été élu secrétaire de séance

Mme CHATEL LOUROZ Nadia n'a pas participé au débat et au vote

Pour : 11, Contre : 0, Abstention : 0

Objet : Approbation de la révision du Plan Local d'Urbanisme

I. Les objectifs de l'élaboration du PLU :

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il a délibéré le 6 février 2017 pour engager une procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) afin de doter Saint-Jean de Tholome d'un document d'urbanisme adapté au contexte réglementaire, territorial, et aux exigences actuelles de la commune dans toutes ses composantes, notamment spatiales, économiques, sociales.

Les objectifs poursuivis étaient alors les suivants :

- *« Cohérence et compatibilité avec les orientations du SCOT des Trois Vallées en cours d'élaboration, auquel appartient Saint Jean de Tholome, notamment en matière de consommation de l'espace, de production de logements, d'évolution démographique, de développement économique et touristique, et de préservation des espaces naturels et agricoles... »*
- *Cohérence et/ou conformité avec les objectifs d'aménagement du territoire sou tendus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier les lois "Solidarité et Renouveau Urbain" (du 13 décembre 2000), "Urbanisme et Habitat" (du 02 juillet 2003), "Accès au Logement et un Urbanisme Rénové" (du 24 mars 2014) et "Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt" (du 13 octobre 2014), ainsi que la Loi Montagne (9 janvier 1985 réécrite le 28 décembre 2016).*
- *Besoins et projets propres à la commune, avec l'objectif principal d'un développement maîtrisé et adapté aux caractéristiques géoéconomiques de la commune, en se fondant sur les principaux axes de réflexion suivants :*
 - *la vie et l'animation du village à maintenir et à conforter par le développement structuré du logement, des équipements, du commerce et des services, ainsi que la poursuite de l'aménagement de l'armature des espaces publics et collectifs, avec l'objectif d'un développement urbain cohérent avec le rôle attendu pour Saint Jean de Tholome et les perspectives d'évolution du territoire communal définis par le SCOT des Trois Vallées en cours d'élaboration [actuellement approuvé],*

- un recentrage du développement de l'urbanisation à engager prioritairement au chef-lieu afin de renforcer son identité villageoise, par la mise en œuvre d'opérations type « éco quartier » et d'aménagements structurants,
- un développement modéré, voire limité des hameaux et groupements de constructions, au regard des sensibilités environnementales et agricoles présentes à leurs abords, des dispositions de la Loi Montagne, mais également au regard des capacités des réseaux divers, en mettant en adéquation le développement de l'urbanisation et les capacités de la commune à réaliser ces travaux de confortement de réseaux, notamment dans la programmation de l'extension de l'urbanisation,
- la poursuite de la diversification de l'offre en logements, ainsi que la mixité sociale à renforcer, au bénéfice de l'équilibre social et générationnel de la population, de l'amélioration du parcours résidentiel sur la commune, notamment en faveur des jeunes et des seniors, et de la modération de la consommation de l'espace, en cohérence avec les dispositions de la Loi SRU, les objectifs de production de logements définis par le SCOT des Trois Vallées.
- le maintien de la pérennité de l'activité agricole sur la commune, dont il convient de soutenir la diversification mais aussi son rôle dans l'identité et la qualité du paysage communal, tout en prenant en compte le nécessaire développement démographique de la commune.
- un potentiel économique à préserver et à soutenir pour le maintien de l'animation et le développement de l'emploi sur la commune, mais aussi sur le territoire du SCOT des Trois Vallées. Sur ce point :
- permettre la mise en œuvre d'une Unité Touristique Nouvelle (UTN) à proximité du lieu-dit « Chez Beroud » au départ de la montée du Môle, dans l'objectif d'offrir une offre touristique structurée autour de la nature, des paysages et de la culture,
- favoriser le développement d'un tourisme vert, et des loisirs de pleine nature,
- permettre le maintien, voire le développement de l'artisanat,
- porter une réflexion sur le possible développement du service et du commerce sur la commune,
- œuvrer à différentes échelles territoriales pour le développement d'une mobilité durable. Sur ce point :
- renforcer progressivement les modes « doux » sur le territoire communal, notamment au sein du chef-lieu et en direction des hameaux proches, et poursuivre la sécurisation du réseau routier,
- soutenir le renforcement du transport collectif sur le territoire des Trois Vallées.
- la protection des espaces naturels à assurer, ainsi que leur fonctionnalité écologique, en cohérence avec les orientations du SCOT des Trois Vallées en la matière. Sur ce point :
- prendre en compte les éléments de la trame verte et bleu dans l'aménagement du territoire communal, notamment les continuums ou les corridors écologiques pour en assurer la protection,
- favoriser la pénétration de la nature et la biodiversité en milieu habité.
- l'évolution d'un cadre bâti et paysager à maîtriser, induisant de :
- stopper l'urbanisation diffuse au sein des espaces agricoles et naturels,
- préserver et permettre la valorisation du patrimoine bâti historique et rural,
- rechercher une meilleure unité dans l'expression architecturale des nouvelles constructions, ainsi que dans l'aménagement de leurs abords en prenant mieux en compte le « sens du lieu ».

- *le soutien aux économies d'énergies, au développement des énergies renouvelables, à la bonne gestion des eaux pluviales, et le maillage du traitement des déchets à promouvoir.*
- *la prise en compte et la lutte contre les risques et les nuisances, notamment les aléas naturels, et par des choix d'aménagement qui privilégient la proximité et la mixité des fonctions, l'accès aux transports collectifs, les modes de déplacements doux, ainsi qu'en promouvant la qualité environnementale et paysagère dans les aménagements et une empreinte écologique faible des constructions. »*

II. Le parti d'urbanisme du PLU de Saint-Jean de Tholome :

Au regard du respect des grands équilibres, il convient tout d'abord de rappeler qu'au travers de son PLU, la Commune se doit d'œuvrer pour le développement du territoire dans les dix années à venir (durée temporelle du PLU), au regard notamment des objectifs et prescriptions supra-communales et nationales.

Par conséquent, la révision du PLU a été l'occasion de prendre en compte les prescriptions et recommandations en matière d'urbanisme, dans un contexte plus large que celui des limites communales, notamment pour respecter les grands équilibres au sens large du territoire, qu'ils soient urbains, économiques, agricoles ou environnementaux, édictés par les lois SRU, Grenelle et Alur, et par le SCOT des Trois Vallées.

Ceci induit que le PLU de Saint-Jean de Tholome soit un projet privilégiant un développement maîtrisé de l'urbanisation, mais soit aussi un outil pour renforcer la protection de la nature et des paysages, en vue d'un développement organisé des secteurs dédiés au confortement de l'offre d'habitat diversifié, le développement de la mixité des fonctions, en majeure partie au chef-lieu.

Le projet communal exprimé dans le PADD de Saint-Jean de Tholome reflète la volonté de pérenniser les équilibres actuels du territoire, en préservant les sites et paysages caractéristiques du patrimoine naturel et culturel agro-pastoral de la commune, et en limitant les extensions de l'urbanisation.

Ceci induit, à échéance du PLU, un développement organisé des secteurs dédiés au confortement de l'offre d'habitat diversifié, le développement de la mixité des fonctions, en majeure partie au chef-lieu, permettant :

- de rationaliser le fonctionnement du territoire : renforcement de la vie de proximité, de la mixité sociale, optimisation des infrastructures,
- de modérer la consommation d'espace, en faveur de la préservation des terres agricoles et de la valorisation des qualités paysagères et environnementales du territoire.

Pour conclure, Madame le Maire rappelle que les convictions profondes et la vision du Conseil Municipal pour un développement équilibré et durable de la commune, nécessitent de se mobiliser fortement pour loger les populations au sein d'un cadre de vie de qualité et pour maintenir et développer l'activité économique et l'animation de la commune.

III. Les consultations des personnes publiques associées ou consultées à leur demande sur le projet arrêté :

Conformément aux articles L. 153-16 et L. 153-17 du code de l'urbanisme, le projet arrêté du PLU a été soumis à l'avis des personnes publiques associées ou consultées qui ont eu un avis à émettre dans les 3 mois. En l'absence d'avis celui-ci est réputé favorable.

Le Préfet a émis un avis favorable au projet de PLU, assorti des demandes suivantes :

Demande le classement en zone A d'une parcelle au hameau Chez les Ruz.
Demande de tracer l'ER 11 au plus près de l'enveloppe urbaine.
Demande le classement en zone A de la zone 1AUH-oap5, ainsi que de la portion d'une parcelle classée en UHh.
Demande de classer en zone A la zone 2AU ou de renforcer les conditions d'ouverture à l'urbanisation.
Demande de reporter les zones humides potentielles sur le règlement graphique.
Demande de conditionner les ouvertures à l'urbanisation substantielles à l'adaptation des capacités d'épuration.
Demande de compléter les annexes sanitaires pour conditionner les autorisations d'urbanisme à des solutions pour l'évacuation des eaux usées traitées.
Demande de prévoir quelques logements sociaux dans l'OAP 2 Cœur du chef-lieu.
Demande à préciser le règlement écrit sur les possibilités de dérogation aux règles d'implantation et de hauteur pour les dispositifs techniques relatifs à l'amélioration thermique des constructions.
Demande à matérialiser sur le règlement graphique les périmètres de protection immédiate et rapprochée des captages d'eau potable.

La Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers a émis un avis favorable au projet de PLU.

Le Syndicat Mixte du SCOT Cœur du Faucigny a émis les remarques suivantes :

Demande à mettre en cohérence le règlement écrit et le document graphique de l'OAP patrimoniale en mentionnant l'article L.151-23.
Demande à traduire réglementairement l'objectif du PADD du PLU : « résorption de la fracture numérique... » et du DOO du SCOT : « Utiliser pleinement les opportunités de déploiement des technologies innovantes de l'information et de la communication ».
Demande à justifier la production de logements envisagée au regard de l'accueil de population et des objectifs et orientations du SCOT des 3 Vallées.

La Communauté de Communes des Quatre Rivières a émis un avis favorable au projet de PLU, avec l'observation suivante :

Demande la mise à jour de mentions obsolètes dans le volet Déchets des annexes sanitaires.
--

La Chambre d'Agriculture Savoie-Mont-Blanc a émis un avis favorable au projet de PLU, sous réserve expresse de la prise en compte des demandes suivantes :

Demande le classement de la zone 2AU en zone A.
Demande le classement en zone A d'une parcelle au hameau Chez les Ruz.
Demande le classement en zone A de la zone 1AUH-oap5.
Demande la suppression de l'emplacement réservé n°11 pour voie de contournement « Le Bournet ».
Demande le déplacement ou la suppression d'emplacements réservés pour bassins rétention (n°9, 10, 34, 40).
Demande à limiter l'emprise du secteur d'intérêt paysager au lieu-dit « Les Léchères » afin de permettre une possibilité d'extension et d'aménagement plus large au profit de l'exploitation agricole.
Demande la suppression du secteur Ne et le report de l'emplacement réservé n°13 sur un site moins impactant, à proximité immédiate de l'emplacement réservé n°17.
Demande la suppression de l'emplacement réservé n°38 pour aménagement d'une aire de stationnement au départ de la piste forestière.
Demande d'autoriser le changement de destinations en zone A pour permettre des logements à vocation d'habitat et pas seulement ceux mentionnés « à usage d'activités touristiques ou la restauration ».
Demande à compléter les dispositions relatives aux extensions des bâtiments à vocation d'habitat en zone A par un seuil exprimé également en m ² de SDP.

La Chambre de Commerce et d'Industrie a émis un avis favorable au projet de PLU.

La Chambre des Métiers et de l'artisanat de Haute-Savoie a émis un avis favorable au projet de PLU. L'attention de la commune est attirée sur le point suivant :

Demande si le fait de limiter l'emprise des activités industrielle en zone 1AUHc-oap2 est un oubli.

L'INAO ne s'oppose pas au projet de PLU. L'attention de la commune est attirée sur les points suivant :

Demande la suppression des zones 2AU et 1AUH-oap5 et leur classement en zone A.

Demande que le tracé de l'enveloppe urbaine soit dessiné au plus près du bâti existant.

Le Conseil Départemental de la Haute-Savoie a émis un avis favorable au projet de PLU. L'attention de la commune est attirée sur plusieurs points :

Demande de compléter le règlement par : « Dans le cas des accès aux routes départementales, la pente de la voie d'accès ne devra pas excéder 5% sur les 5 derniers mètres au raccordement sur la voie publique, dans le cas de rampe non chauffée ».
--

Demande à respecter un recul minimum par rapport aux RD pour les EBC et haies/boisements à protéger (10m).
--

Demande d'imposer un recul de 18 m hors agglomération le long des routes départementales, en zone UE.

Précise que des dérogations aux reculs imposés hors agglomération sont possibles selon la densité du bâti et son implantation.
--

Demande à compléter l'article 8-3 du règlement par la mention suivante : « les eaux pluviales concentrées par l'urbanisation ne doivent pas être canalisées et rejetées dans le réseau d'assainissement propre à la voirie départementale ». Informe que des dérogations sont possibles.
--

Demande à intégrer dans le règlement : « l'implantation des dispositifs de clôture (qu'ils soient édifiés ou végétaux) le long des routes départementales ne doit pas créer une gêne pour la circulation publique en empiétant sur les emprises de la voie et en diminuant la visibilité à l'approche des carrefours. A proximité des carrefours et des accès, la hauteur de ces dispositifs de clôture ne devra pas excéder la cote de 0.80 m en tout point du dégagement de visibilité ».

Demande à ce que le Département soit consulté dans le cadre des projets d'aménagement sous-tendus par les emplacements réservés à proximité des RD.

Informe que l'emplacement réservé n° 54 concerne le département car se situe dans l'emprise de la RD420.
--

RTE (Réseau public de Transport d'Electricité) a attiré l'attention de la commune sur les points suivants :

Demande de compléter l'article 2 des zones 2AU par « les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisés dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris, les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques ».

Demande de compléter l'article 3-2 des zones A et N par : « les hauteurs ne sont pas réglementées pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris, les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques ».

La commune de La Tour a exprimé l'absence d'observations sur le projet de PLU.

La commune de Peillonex a exprimé l'absence d'observations sur le projet de PLU.

IV. L'enquête publique :

En application de l'article L. 153-19 et suivants du code de l'urbanisme, le Maire de la Commune de Saint-Jean de Tholome a soumis à l'enquête publique, du 15 octobre 2019 au 16 novembre 2019 inclus, le projet de révision du PLU arrêté par délibération du Conseil Municipal du 8 juillet 2019.

Une synthèse des observations a été adressée par Monsieur le commissaire enquêteur à la commune le 22 novembre 2019

Monsieur le commissaire enquêteur a rendu son rapport et ses conclusions le 10 décembre 2019.

Ce document a été mis à la disposition du public en commune de Saint-Jean de Tholome.

Il a été communiqué à Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie et à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Grenoble.

Pendant la durée de l'enquête, 71 personnes ont été reçues, qui ont formulé un total de 53 observations orales. 11 courriers ont été transmis par voie postale ou remis au Commissaire Enquêteur en main propre. Le registre numérique a, quant à lui, enregistré un total de 33 contributions.

Plusieurs types d'observations ont été formulés, consignés ou joints au registre d'enquête :

- Des demandes de constructibilité pour un terrain situé en zone agricole ou naturelle (A ou N, inconstructible) dans le document d'urbanisme en vigueur et maintenu en zone agricole ou naturelle dans ce projet de PLU,
- Des demandes de reclassement en zone constructible de parcelles déclassées par rapport au document d'urbanisme en vigueur.
- Des observations concernant les OAP ou les emplacements réservés.
- Des observations relatives au règlement graphique ou écrit.

- D'autres observations (concernant l'environnement, les mobilités, l'assainissement, les servitudes...).
- Enfin, des demandes de renseignements auxquelles le commissaire enquêteur a apporté des éléments de réponses.

Monsieur le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet de PLU avec les recommandations suivantes :

1. Règlement graphique à compléter par :
 - la matérialisation des périmètres de protection immédiats et rapprochés des captages d'eau ;
 - la matérialisation de toutes les zones humides recensées sur la commune.
2. Qu'il soit pris bonne note de l'ensemble de ses remarques et appréciations, rédigées au fil du rapport d'enquête ;
3. Que les erreurs matérielles relevées tant par le public que par lui-même soient corrigées.

V. L'approbation du PLU

Madame le Maire indique que les avis rendus par les personnes publiques associées, certaines observations formulées lors de l'enquête publique et par le commissaire enquêteur conduisent à ajuster le projet arrêté de révision du PLU tout en validant son économie générale en termes de projet d'aménagement et de développement du territoire.

Les observations et requêtes non reprises dans le cadre de l'approbation de la révision du PLU sont soit déjà intégrées au projet, soit de nature à remettre en cause la logique et les objectifs poursuivis par la révision du PLU.

Enfin, elle précise que ces modifications ne portent pas atteinte à l'économie générale du projet et ne nécessitent par conséquent pas qu'une nouvelle consultation soit conduite.

Ces précisions étant faites, Madame le Maire détaille ensuite les modifications proposées, comme suit :

- Le règlement graphique et le règlement écrit sont modifiés pour supprimer la zone 2AU, classer son emprise en zones A, N et UHh, et inscrire un secteur d'intérêt écologique sur l'emprise de la zone humide potentielle. En outre, un nouvel emplacement réservé, portant le n°57 est inscrit au bénéfice de la commune pour « voie d'accès au chef-lieu ».
- Le règlement graphique est modifié pour reporter trois zones humides potentielles aux lieudits Chêne-Verte, Les Mouilles et Grands Champs de Chez les Ruz. Leurs emprises sont intégralement classées en zone N, doublées d'un secteur d'intérêt écologique. L'EBC est reculé aux abords de la zone humide potentielle de Grands Champs de Chez les Ruz. Le règlement écrit et l'OAP patrimoniale sont modifiés en conséquence.
- Le règlement graphique est modifié pour réduire le secteur d'intérêt paysager aux lieudit « Grange Cocarde » et « Bovère ». L'OAP patrimoniale est modifiée en conséquence.
- Le règlement graphique est modifié pour classer en zone UHh :
 - la parcelle 1507 et une partie des parcelles 4295 et 4214 au lieu-dit « Ruddé » ;
 - les parcelles 671 et 672 et une partie des parcelles 670 et 674 au lieu-dit « Chez Bocquet » ;
 - une partie de la parcelle 3005 au lieu-dit « Chez Les Ruz » ;

- une partie des parcelles 3112, 3113 et 3201 au lieu-dit « Les Syords » ;
- une partie de la parcelle 2812 au lieu-dit « Les Syords » ;
- une partie de la parcelle 3218 au lieu-dit « Les Syords » ;
- une partie de la parcelle 1642 au lieu-dit « Bovère » ;
- la parcelle 2596 au lieu-dit « Chez Baron » et réduire le secteur d'intérêt paysager. L'OAP patrimoniale est modifiée en conséquence ;
- une partie de la parcelle 957 au lieu-dit « Chez Baron »,
- une partie de la parcelle 863 au lieu-dit « Chez Baron » et réduire le secteur d'intérêt paysager et le corridor écologique. L'OAP patrimoniale est modifiée en conséquence ;
- une partie de la parcelle 3361 au lieu-dit « Chez Duret » ;
- la parcelle A3560 et une partie de la parcelle A3559 au lieu-dit « La Cour » ;
- une partie des parcelles 2852 et 3052 au lieu-dit « Chez Bardollet » ;
- Le règlement graphique est modifié pour classer en zone UHc une partie des parcelles 3226 et 3227 au chef-lieu et réduire l'emprise de l'emplacement réservé n°25.
- Le règlement graphique est modifié pour classer en zone A une partie de la parcelle 152 au lieu-dit « La Biollaz ».
- Le règlement graphique et le règlement écrit sont modifiés pour flécher trois bâtiments pouvant faire l'objet de changement de destination sur la parcelle 223 au lieu-dit « Fléchère », sur la parcelle 797 au lieu-dit « Melan » et sur la parcelle 3153 au chef-lieu.
- Le règlement graphique est modifié pour supprimer l'identification du bâtiment fléché sur la parcelle 3153 au chef-lieu en tant que « petit patrimoine vernaculaire » par un « bâtiment d'intérêt patrimonial ou architectural ».
- Le règlement graphique est modifié pour supprimer les mentions des autorisations d'urbanisme portées par certaines parcelles.
- L'emprise de l'emplacement réservé n°12, au lieu-dit-Chez Les Ruz, est modifiée pour le prolonger le long du chemin rural et son intitulé est modifié comme suit : « Aménagement et sécurisation de la VC n°5 (6 mètres d'emprise) et du chemin rural et aire de retournement au lieu-dit Chez Les Ruz ».
- L'emprise de l'emplacement réservé n°11, au lieu-dit-Le Bournet, est modifiée pour le rapprocher de la zone urbanisée.
- Le tableau des emplacements réservés est modifié pour :
 - corriger l'emprise de plusieurs emplacements réservés,
 - modifier l'intitulé de l'emplacement réservé n°38 comme suit : « Desserte forestière et aire de stockage de bois »,
 - modifier l'intitulé de l'emplacement réservé n°39 comme suit : « Sécurisation de voirie située entre la VC 212 et la VC 214 au lieu-dit Larsenex et réseaux sous voie »,
 - inscrire l'emplacement réservé n°54 au bénéfice du Département.
- Le règlement écrit est modifié pour :

- permettre de déroger aux règles de hauteur et de recul vis à vis des emprises publiques et des limites séparatives, pour les dispositifs techniques relatifs à l'amélioration thermique des constructions existantes et sous certaines conditions ;
 - exiger dans les secteurs d'OAP, un précâblage permettant l'installation de réseaux de communications électroniques ;
 - plafonner les extensions des habitations existantes en zones A et N à 30 m² d'emprise au sol ;
 - limiter l'emprise des activités industrielles en zone 1AUHc-oap2 à 200 m² de SDP ;
 - supprimer le plafonnement de l'emprise des activités industrielles en zone UHh ;
 - préciser que des dérogations aux reculs imposés vis-à-vis des routes départementales, hors agglomérations sont susceptibles de faire l'objet de dérogations.
- L'OAP patrimoniale est complétée pour faire référence aux articles du Code de l'Urbanisme au titre desquels certains éléments sont identifiés.
 - Le rapport de présentation est adapté et mis à jour en conséquence des modifications apportées et complété notamment en ce qui concerne les extensions de l'urbanisation et les capacités d'accueil, ainsi que la compatibilité, en la matière, du PLU avec le SCOT des Trois Vallées.
 - Le document graphique annexe est mis à jour en conséquence des modifications apportées.
 - Les annexes sanitaires volets déchets et eaux usées sont mises à jour.
 - Les annexes sanitaires volet eaux pluviales sont mises à jour et complétées concernant les rejets dans le réseau d'eaux pluviales des routes départementales.
 - Diverses corrections d'erreurs matérielles sont apportées aux différentes pièces du PLU.

VI. **Après avoir examiné l'ensemble des modifications apportées au dossier de PLU suite à l'enquête publique,**

VU le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 153-11 à L. 153-22 et R. 153-2 à R. 153-10,

VU la délibération en date du 6 février 2017, prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme, et définissant les modalités de la concertation,

VU le débat en séance publique du Conseil Municipal en date du 5 février 2018 relatif aux orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L 153-12 du code de l'urbanisme,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 8 juillet 2019, tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme de Saint-Jean de Tholome,

VU l'arrêté municipal du Maire de Saint-Jean de Tholome en date du 9 septembre 2019 prescrivant l'enquête publique sur le projet de Plan Local d'Urbanisme de Saint-Jean de Tholome,

VU le rapport et les conclusions de Monsieur le commissaire enquêteur du 5 décembre 2019 donnant un avis favorable au projet d'élaboration du PLU, assorti de recommandations,

CONSIDERANT que les avis émis par les Personnes Publiques Associées et les résultats de l'enquête publique nécessitent des adaptations mineures du projet de PLU ne remettant pas en cause l'économie générale du projet,

CONSIDERANT que le projet de PLU, tel qu'il est présenté au Conseil Municipal, est prêt à être approuvé conformément à l'article L. 153-21 du Code de l'Urbanisme,

Le Conseil Municipal, **ayant entendu l'exposé de Madame le Maire** et après en avoir délibéré,

DÉCIDE d'approuver la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) tel qu'il est annexé à la présente,

PRÉCISE que conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera affichée en Mairie durant un mois et fera l'objet d'une mention dans un journal local diffusé dans le département de la Haute-Savoie (Le Dauphiné Libéré).

Chacune des formalités de publicité doit, conformément à l'article R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, indiquer le lieu où le dossier peut être consulté.

Le dossier de révision du PLU approuvé est tenu à la disposition du public en Mairie (aux jours et heures habituels d'ouverture) et à la Préfecture de la Haute-Savoie, conformément à l'article L. 153-22 et L. 133-6 du Code de l'Urbanisme.

La présente délibération produit ses effets juridiques dès sa transmission au préfet, conformément à l'article L.153-23 du Code de l'Urbanisme, et dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues au dernier alinéa de l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme ; la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Ainsi fait et délibéré à St Jean de Tholome les jours, mois et an que dessus.

Le Maire,



Délibération certifiée exécutoire par le Maire compte tenu
de la transmission en sous – préfecture le :
et de sa publication le :